

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/BRA/56/Rev.1  
30 septembre 2002

(02-5206)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

## NOTIFICATION DE MESURES D'URGENCE

### Révision

<b>1. Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>BRÉSIL</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:</b>
<b>2. Organisme responsable:</b> Agence nationale de surveillance sanitaire (ANVISA)
<b>3. Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant):</b>  Produits renfermant des matières premières issues de tissus ou de fluides animaux (de bovins, d'ovins, de caprins et de ruminants sauvages), utilisés pour la fabrication de médicaments, de cosmétiques et de produits de santé. Tissus humains, tels que sang et ses produits, hormones hypophysaires, cornées, os pour greffe et greffes en général.  Les sous-produits du lait et la laine d'animaux vivants sont exclus du champ d'application des restrictions prévues dans la décision notifiée. Les produits alimentaires, qui sont soumis à des règles spécifiques (cf. notification G/SPS/N/BRA/55), en sont eux aussi exclus.
<b>4. Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable:</b> Royaume-Uni, République d'Irlande, Allemagne, Belgique, République tchèque, Danemark, Espagne, France, Italie, Grèce, Liechtenstein, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Autriche, Slovaquie, Slovénie, Finlande, Israël, Japon et Pologne, ainsi que tout pays pouvant être classé comme région à risque au sens de la décision notifiée.
<b>5. Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié:</b> Décision RDC n° 213 du 30 juillet 2002 (7 pages) publiée au Journal officiel fédéral ( <i>Diário Oficial da União</i> ) le 2 août 2002. Disponible en portugais à l'adresse:  <a href="http://www.anvisa.gov.br/legis/resol/2002/213_02rdc.htm">http://www.anvisa.gov.br/legis/resol/2002/213_02rdc.htm</a>
<b>6. Teneur:</b>  Exigences applicables aux pays souhaitant exporter les produits mentionnés vers le Brésil, en fonction du degré de risque géographique et du niveau d'infectivité tissulaire du produit.  Renforcement de l'interdiction sur tout le territoire national de l'entrée, du commerce et de l'exposition des produits mentionnés provenant de pays de certaines régions, suivant la classification indiquée dans la décision.  La décision RDC n° 213 remplace la décision RDC n° 118, qui avait fait l'objet de la notification G/SPS/N/BRA/56.

<p><b>7. Objectif et raison d'être:</b> <input type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites</p>
<p><b>8. Nature du (des) problème(s) urgent(s) et raison pour laquelle la mesure d'urgence est prise:</b> Récente apparition de la nouvelle variante de la maladie de Creutzfeld-Jacob chez l'être humain vérifiée dans plusieurs pays et forte suspicion de l'existence d'un lien avec l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Nécessité de protéger la santé de la population brésilienne et de prévenir l'apparition de la forme humaine de cette encéphalopathie spongiforme transmissible, dont il est possible qu'elle soit causée par l'utilisation dans plusieurs pays de sous-produits animaux dans des diagnostics et des traitement médicaux.</p>
<p><b>9. Norme, directive ou recommandation internationale:</b>  <input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius, <input type="checkbox"/> Office international des épizooties,  <input type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> Néant  S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:</p>
<p><b>10. Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</b> Néant</p>
<p><b>11. Date d'entrée en vigueur/durée d'application (le cas échéant):</b> 2 août 2002</p>
<p><b>12. Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations:</b> <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p>
<p><b>13. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p> <p style="margin-left: 40px;">Brazilian Sanitary Surveillance Agency - ANVISA  SEPN 515 - Bloco "B", Edificio Omega  CEP 70770-502  Brasília – DF (Brésil)</p> <p style="margin-left: 40px;">Téléphone: (55) 61 448 1078  Téléfax: (55) 21 2502 6542  Courrier électronique: rel@anvisa.gov.br</p>